



Assemblée générale

Distr. restreinte
30 novembre 2011
Français
Original: anglais

Conseil des droits de l'homme
Dix-huitième session extraordinaire
2 décembre 2011

Pologne: projet de résolution

S-18/...

La situation des droits de l'homme en République arabe syrienne

Le Conseil des droits de l'homme,

Réaffirmant les buts et principes de la Charte des Nations Unies, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme pertinents, parmi lesquels le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, et rappelant que tous les États ont l'obligation de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales,

Rappelant aussi les résolutions de l'Assemblée générale 60/251 du 15 mars 2006 et 65/281 du 17 juin 2011,

Rappelant encore les résolutions du Conseil des droits de l'homme S-16/1 du 29 avril 2011 et S-17/1 du 22 août 2011 et la résolution L.57 de la Troisième Commission de l'Assemblée générale, du 22 novembre 2011,

Déplorant le refus du Gouvernement syrien d'appliquer pleinement les résolutions S-16/1 et S-17/1 du Conseil et son obstination à ne pas coopérer avec la Commission d'enquête indépendante, notamment en l'empêchant de pénétrer sur le territoire de la République arabe syrienne,

Vivement préoccupé par les violations graves des droits de l'homme dont les autorités syriennes se rendent coupables à l'égard de leur population,

Réaffirmant l'importance du respect de l'obligation de rendre des comptes et la nécessité de mettre fin à l'impunité et d'amener à rendre des comptes les responsables de violations des droits de l'homme, notamment celles qui peuvent constituer des crimes contre l'humanité,

Se félicitant de tous les efforts et mesures entrepris par la Ligue des États arabes pour traiter tous les aspects de la situation en République arabe syrienne, et des dispositions prises par la Ligue pour assurer la mise en œuvre de son Plan d'action, notamment celles qui visent à faire cesser toutes les violations des droits de l'homme et tous les actes de violence,

S'inquiétant du manque de volonté dont les autorités syriennes continuent de faire preuve pour appliquer, dans son intégralité et sans délai, le Plan d'action de la Ligue des États arabes du 2 novembre 2011,

Accueillant avec satisfaction la déclaration du Secrétaire général de la Ligue des États arabes du 16 octobre 2011, ainsi que les décisions de la Ligue des États arabes des 12, 16, 24 et 27 novembre concernant la situation en République arabe syrienne,

1. *Se félicite* du rapport de la Commission d'enquête établie en application de la résolution S-17/1 du Conseil des droits de l'homme et les recommandations qu'il contient et se déclare profondément préoccupé par les constatations contenues dans le rapport, en particulier celles selon lesquelles des crimes contre l'humanité ont été commis en divers points de la République arabe syrienne depuis mars 2011;

2. *Condamne fermement*:

a) Les violations graves et systématiques des droits de l'homme et des libertés fondamentales que continuent de commettre les autorités syriennes, comme les exécutions arbitraires, le recours excessif à la force, la persécution et l'exécution de manifestants, de défenseurs des droits de l'homme et de journalistes, la détention arbitraire, les disparitions forcées, les représailles, la torture et les mauvais traitements, qui s'étendent même aux enfants;

b) Les attaques menées contre des civils dans des villes et des villages de tout le pays, leur caractère répétitif, le recours systématique à une force excessive par les unités des forces armées syriennes et diverses forces de sécurité, l'aspect coordonné des attaques et le fait qu'elles ont été lancées sur ordre de militaires haut gradés;

c) Les violations massives des droits des enfants commises par les autorités syriennes, y compris le meurtre d'enfants au cours des manifestations et la pratique généralisée de la détention arbitraire, de la torture et des mauvais traitements;

d) Tous les sévices sexuels infligés aux civils par les autorités syriennes, en particulier aux détenus de sexe masculin et aux enfants;

e) Le refus déguisé ou manifeste de prodiguer des soins médicaux aux blessés et aux malades, les raids menés dans les hôpitaux publics et privés et la traque des manifestants blessés dans ces établissements;

3. *Engage* le Gouvernement syrien à mettre en œuvre sans attendre les recommandations de la Commission d'enquête, et notamment:

a) À assumer sa responsabilité qui est de protéger la population, à mettre fin immédiatement à toutes les violations des droits de l'homme, à cesser toute attaque contre les civils et à s'acquitter pleinement des obligations que lui impose le droit international des droits de l'homme;

b) À libérer immédiatement tous les prisonniers d'opinion et les personnes détenues arbitrairement et à autoriser des observateurs internationaux indépendants à se rendre dans tous les lieux de détention;

c) À ouvrir sans délai des enquêtes indépendantes et impartiales, conformes à la législation nationale et aux instruments internationaux, en vue de mettre fin à l'impunité, de veiller à ce que soit respectée l'obligation de rendre des comptes et que les responsables soient traduits en justice;

d) À relever de leurs fonctions tous les membres des forces armées et des forces de sécurité auteurs présumés de violations graves des droits de l'homme;

e) À mettre en place un mécanisme afin d'enquêter sur les cas de disparition, en autorisant les proches des personnes disparues à donner des précisions sur les affaires les concernant et de veiller à ce qu'il soit procédé aux enquêtes voulues;

f) À garantir l'accès sans discrimination ni contrôle aucun à des soins médicaux et à ne pas intervenir dans les hôpitaux pour arrêter ou enlever des manifestants blessés;

g) À permettre à des médias indépendants et internationaux d'exercer leurs activités en Syrie sans crainte de restrictions, de harcèlement ou de mesures d'intimidation; à autoriser l'accès à Internet et aux réseaux de télécommunication et à lever la censure sur les reportages;

h) À garantir l'accès sans délai, en toute sécurité et sans entrave de tous les acteurs humanitaires dans le pays, ainsi que l'entrée de l'aide humanitaire et de fournitures médicales dans des conditions de sécurité;

i) À faciliter le retour volontaire des réfugiés syriens et des personnes déplacées à l'intérieur du pays;

4. *Exprime* sa vive préoccupation devant l'impunité généralisée face aux violations des droits de l'homme et à l'utilisation de la législation qui confère l'immunité aux agents de l'État pour la justifier, contrairement aux obligations de l'État au regard du droit international;

5. *Recommande* à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, étant donné la nature des crimes perpétrés, d'examiner le rapport de la Commission d'enquête et de prendre les mesures qui s'imposent;

6. *Invite* la Haut-Commissaire à envisager d'autoriser une présence sur le terrain dotée d'un mandat de protection et de promotion en République arabe syrienne;

7. *Crée* le mandat de Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en République arabe syrienne chargé d'assurer le suivi des travaux de la Commission d'enquête lorsque le mandat de la Commission aura pris fin;

8. *Loue et appuie* les efforts et mesures de la Ligue arabe et invite les autorités syrienne à mettre en œuvre sans plus attendre le plan d'action de la Ligue des États arabes dans son intégralité;

9. *Recommande* aux États Membres de l'Organisation des Nations Unies et aux organisations régionales, en particulier à la Ligue des États arabes:

a) D'appuyer les efforts visant à protéger la population de la République arabe syrienne et à faire cesser sans délai les graves violations des droits de l'homme;

b) D'aider la République arabe syrienne à remédier aux graves défaillances des institutions en renforçant l'indépendance de la justice et en réformant le secteur de la sécurité grâce à la coopération bilatérale et multilatérale au développement;

c) D'accorder l'asile aux ressortissants syriens qui cherchent une protection conformément aux dispositions des instruments internationaux en la matière;

10. *Encourage* les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales ou de mandat thématique, en particulier le Rapporteur spécial sur la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression, le Rapporteur spécial sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats, le Rapporteur spécial sur la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, le Rapporteur spécial sur les droits à la liberté de réunion et d'association pacifique, le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires et le Groupe de travail sur la détention arbitraire, dans le cadre de leurs mandats respectifs, à

continuer d'accorder une attention particulière à la situation des droits de l'homme en République arabe syrienne et d'insérer leurs observations dans leurs rapports annuels au Conseil, et exhorte les autorités syriennes de coopérer avec tous ces titulaires de mandat, notamment en leur permettant d'effectuer des visites dans le pays;

11. *Invite* les autorités syriennes à coopérer pleinement avec la Commission d'enquête et avec le Haut-Commissariat et les mécanismes du Conseil, notamment en les autorisant à se rendre dans le pays;

12. *Invite* le Secrétaire général des Nations Unies, dans l'exercice de ses fonctions, à prendre les mesures nécessaires conformément à la Charte des Nations Unies pour appuyer les efforts de la Ligue des États arabes eu égard à la situation en République arabe syrienne, si celle-ci le demande, conformément aux décisions adoptées par la Ligue des États arabes les 12, 16, 24 et 27 novembre 2011;

13. *Décide* de transmettre le rapport de la Commission d'enquête au Secrétaire général des Nations Unies pour suite à donner et transmission à tous les organes compétents des Nations Unies, et *prie* le Secrétaire général de présenter un rapport sur la mise en œuvre de la présente résolution au Conseil à sa dix-neuvième session;

14. *Décide* de rester saisi de la question et d'examiner à sa dix-neuvième session les mesures complémentaires à prendre.
